



La digitalisation des programmes anticorruption

Présentation des résultats - mars 2024

Edito

Les sujets de conformité sont intrinsèquement liés aux évolutions des technologies. Le déploiement du dispositif anticorruption n'échappe pas à cette règle.

Pour faire face à ces évolutions, au regard de la complexité des programmes à concevoir et mettre en œuvre mais également des enjeux en termes de déploiement opérationnel des dispositifs de conformité, la digitalisation des processus anticorruption constitue un levier d'efficience clé pour les fonctions Conformité et Juridique.

Pour ce faire, les nouvelles technologies offrent à la conformité de belles opportunités pour industrialiser ses processus et répondre aux exigences réglementaires. Grâce à des solutions digitales conçues par des prestataires, consultants, éditeurs de logiciels, voire par des cabinets d'avocats.

Cette tendance ne doit rien au hasard mais à l'intérêt bien compris des Directions Conformité et Juridique en quête d'outils leur permettant d'automatiser et de documenter certaines tâches et d'en contrôler ensuite la mise en œuvre et l'efficacité.

La volonté de recourir aux nouvelles technologies ne se limite pas à l'automatisation des tâches ; elle s'étend également à l'intégration de l'intelligence artificielle (IA), profitant de l'exploitation d'un vaste réservoir de données rendu possible par l'utilisation des services Cloud et des interfaces de programmation (API).

Pour l'heure, la réalité est autre et s'agissant des dispositifs anticorruption, de nombreuses questions se posent autour de la mise en place de ces outils : comment les mettre en œuvre ? quel outil choisir et pour quelle utilisation ?

Cette étude nous permet donc de faire un état des lieux de l'avancée des entreprises sur ce sujet, des obstacles rencontrés, mais également des opportunités à saisir.

Nicolas Guillaume

Associé,
Responsable *Business Risk Services & Forensic*
Grant Thornton



Linda Sadgui

Directrice *Marketing Communications*
EQS Group



La digitalisation des programmes anticorruption

1. Echantillon p.4
2. La digitalisation, un enjeu pour les entreprises ? p.7
3. Quels moyens au service de la digitalisation ? p.12
4. Les obstacles à la digitalisation p.14
5. EQS, Présentation en bref p.17

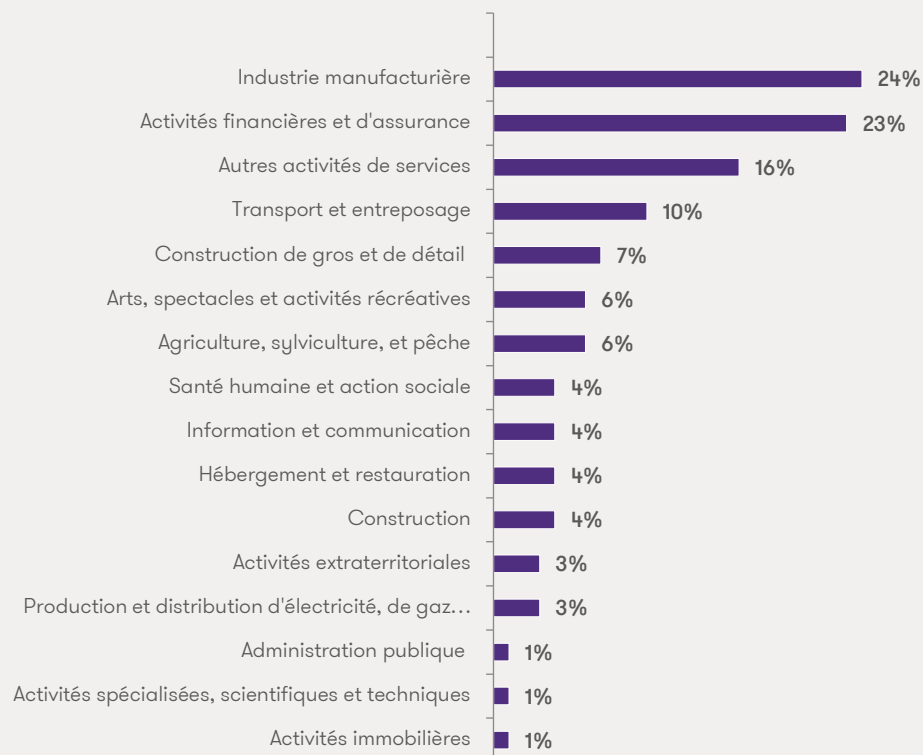


1. Echantillon

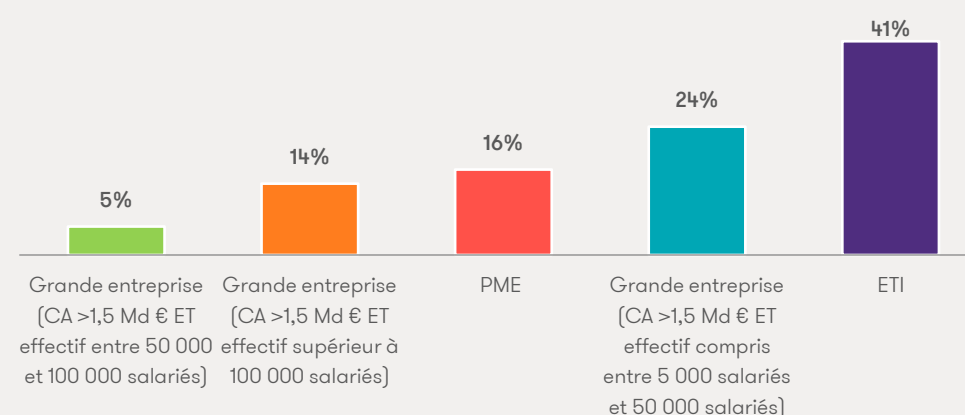
1. Echantillon

Sur l'enquête lancée en ligne le 30 novembre 2023, **78 personnes** ont répondu à l'ensemble des questions posées.

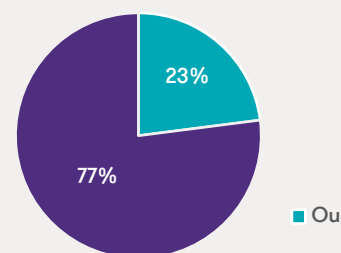
Quel est le secteur d'activité de votre entreprise ?



Quelle est la catégorie de votre entreprise ?



Votre entreprise est-elle cotée ?



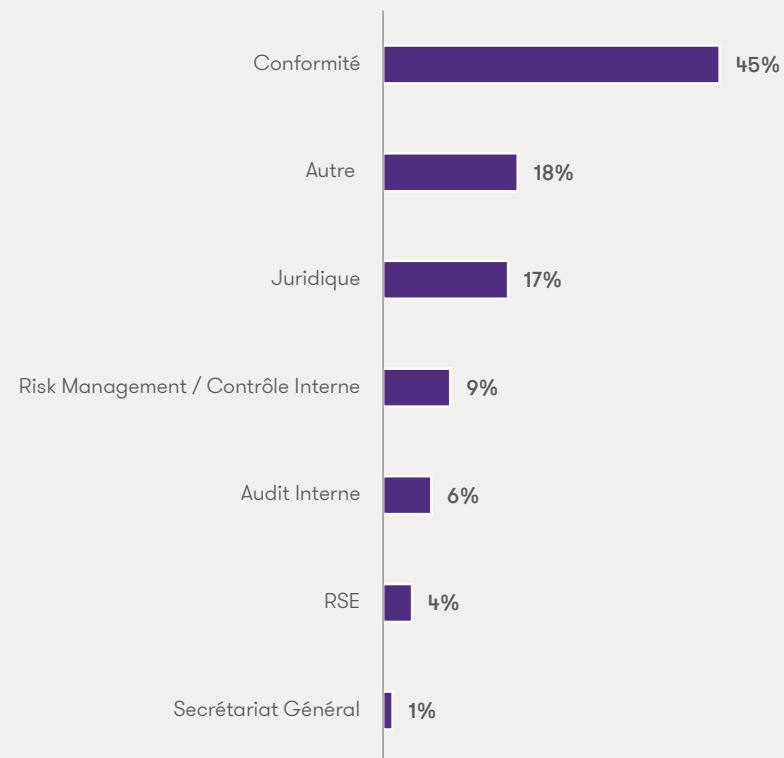
Oui, dont :

- 82% en France,
- 18% aux Etats-Unis et dans d'autres places financières.

1. Echantillon

Sur l'enquête lancée en ligne le 30 novembre 2023, **78 personnes** ont répondu à l'ensemble des questions posées.

Quelle est votre fonction ?



L'échantillon est considéré diversifié en termes d'activités et de taille d'entreprise, bien que les entreprises de taille intermédiaire soient les plus représentées (**41%**).

Les entreprises du secteur tertiaire ont plus largement répondu bien que le secteur industriel soit représenté à travers l'industrie manufacturière (**24% à elle seule**).

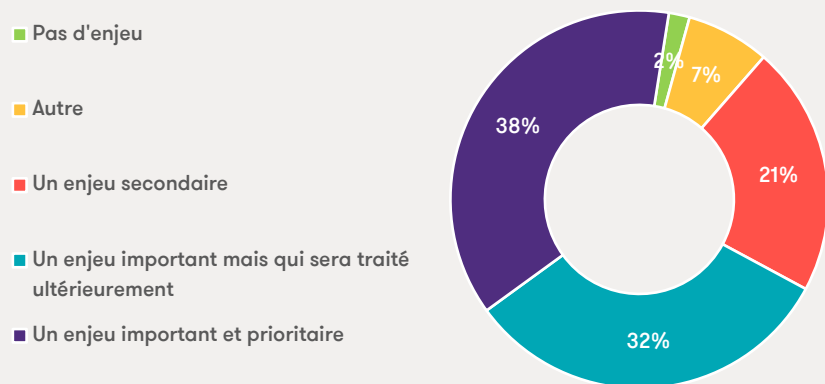
Le panel des répondants concentre principalement les fonctions Conformité (**45%**) et celles rattachées à la Direction Juridique (**17%**).



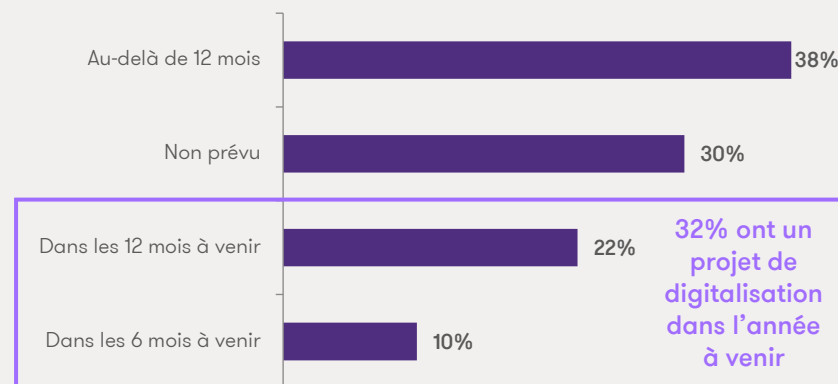
2. La digitalisation, un enjeu pour les entreprises ?

2. La digitalisation, un enjeu pour les entreprises ?

Considérez-vous que la digitalisation de votre dispositif anticorruption constitue pour vous :



A quel horizon prévoyez-vous les projets de digitalisation de votre conformité anticorruption ?

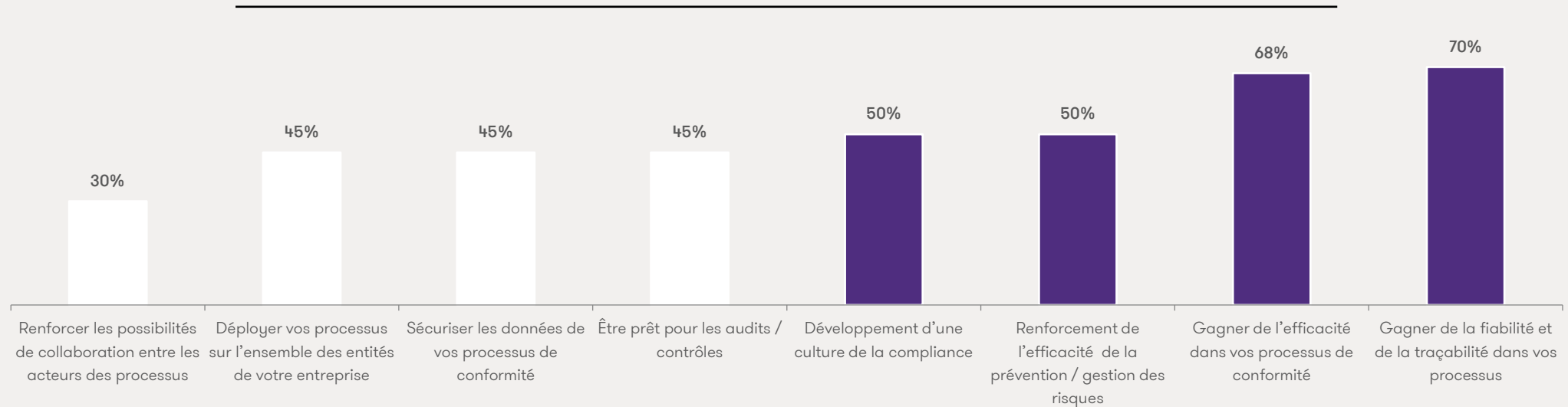


La digitalisation de leur dispositif anticorruption est un enjeu important pour la majorité des répondants (70%). Cela traduit une prise de conscience significative quant à l'impact positif de la technologie pour les dispositifs anticorruption.

La digitalisation n'est cependant pas encore un sujet prioritaire pour certains, 38% des répondants ayant déclaré ne prévoir des projets de digitalisation qu'au-delà d'un an et 30% n'ayant pas encore de projet envisagé.

2. La digitalisation, un enjeu pour les entreprises ?

Quelle est la nature de l'enjeu pour votre société ?*

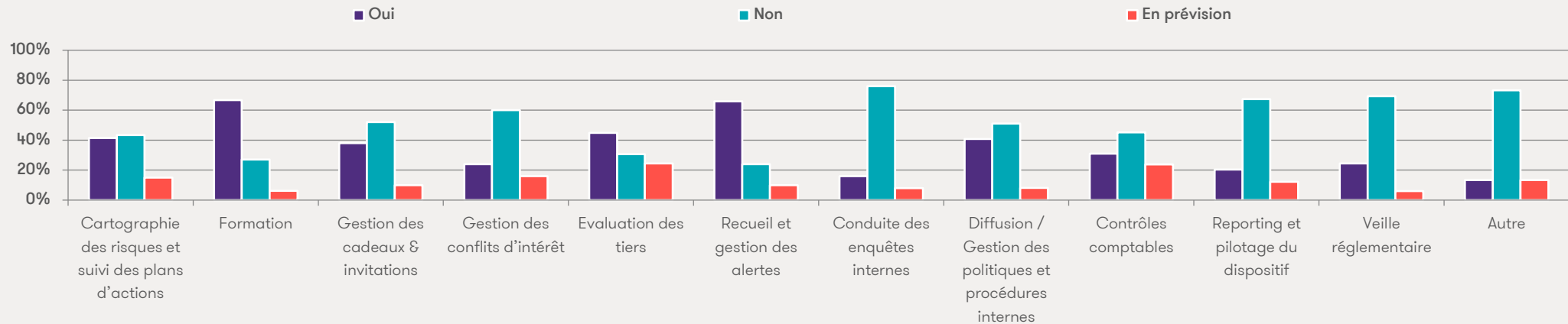


Parmi les nombreux enjeux identifiés à cette digitalisation, figurent en premier la fiabilité, la traçabilité et l'efficacité dans les processus, suivies par le renforcement de l'efficacité de la prévention / gestion des risques. De manière plus surprenante, les répondants considèrent que la digitalisation joue un rôle essentiel dans le développement de la culture de la conformité, en facilitant l'intégration des activités *compliance* dans les tâches quotidiennes de tous les acteurs concernés.

*Cette question était à choix multiple.

2. La digitalisation, un enjeu pour les entreprises ?

Quelles activités de votre dispositif anticorruption avez-vous digitalisé ?



Les résultats indiquent que le dispositif d'alerte interne est la composante la plus digitalisée du dispositif anticorruption **(67%)** avec l'utilisation d'outils de recueil de signalement (comme EQS Integrity Line). La formation suit de près **(66%)** avec le déploiement d'outils *e-learning* internes ou externes.

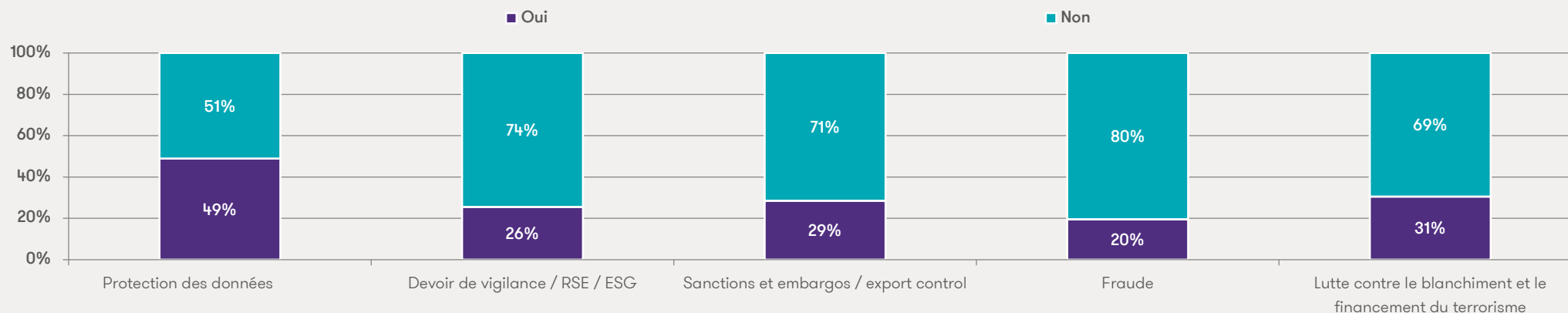
De même, pour la cartographie des risques **(42%)**, l'évaluation des tiers **(45%)** et les contrôles comptables **(31%)**, le processus de digitalisation est bien engagé, ou est en passe de l'être.

Certaines activités sont malgré tout encore assez peu digitalisées, telles que la gestion des conflits d'intérêts, des cadeaux et invitations qui reposent pour beaucoup sur l'utilisation de *workflows* et de formulaires internes dématérialisés (Microsoft Forms, Google Forms).



2. La digitalisation, un enjeu pour les entreprises ?

Avez-vous des expériences de digitalisation dans d'autres domaines de conformité ?



Dans les autres domaines de conformité, la protection des données **[49%]** est le sujet que les répondants disent avoir le plus digitalisé **[49%]**, suivi par la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme **[31%]**.

A l'autre bout du spectre, la lutte contre la fraude reste peu digitalisée **[20%]**, ce qui semble contre intuitif au regard des enjeux, notamment en matière de *data analytics*.

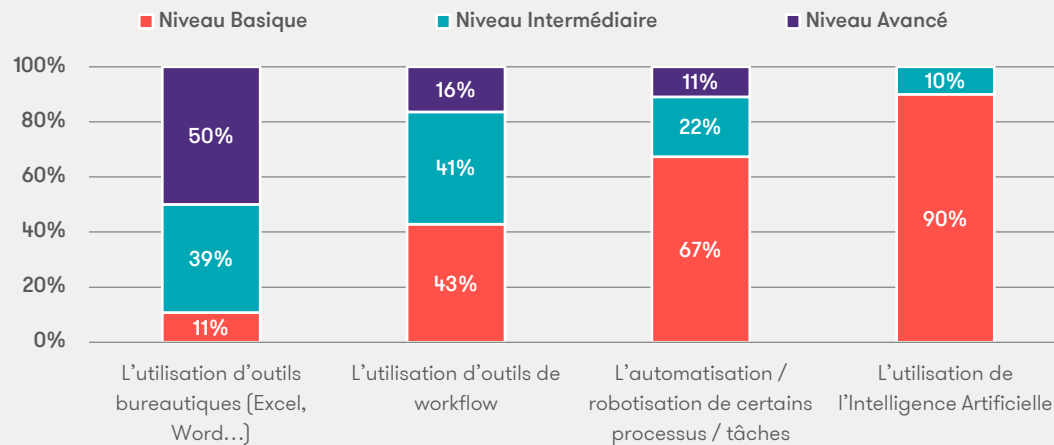
Le sujet de la digitalisation est donc un enjeu sur l'ensemble des domaines de la conformité.



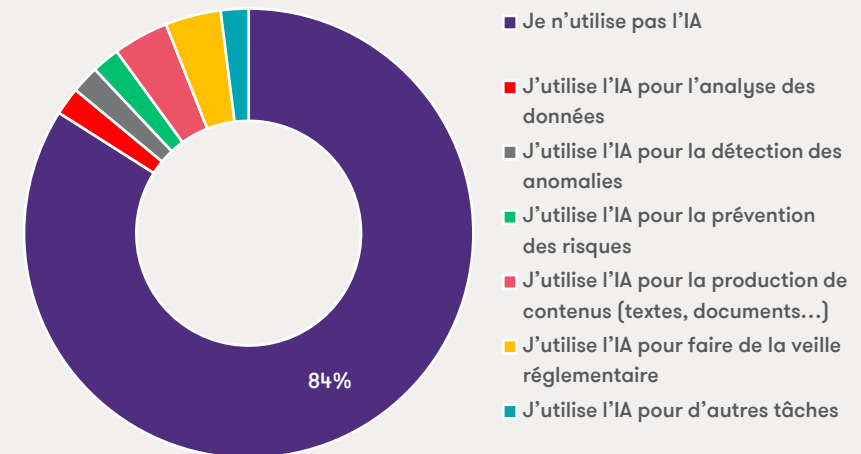
3. Quels moyens au service de la digitalisation ?

3. Quels moyens au service de la digitalisation ?

Considérez-vous que la digitalisation de votre dispositif anticorruption constitue pour vous :



Comment l'intelligence artificielle (IA) est-elle utilisée dans votre programme de conformité anticorruption ?



Pour la digitalisation de leur dispositif anticorruption, les sondés plébiscitent plus largement l'utilisation d'outils bureautiques (Word, Excel...) qu'ils maîtrisent à un niveau avancé, à hauteur de **50%**.

On constate cependant que plus les outils sont complexes, plus le niveau de maîtrise par les entreprises interrogées est en baisse.

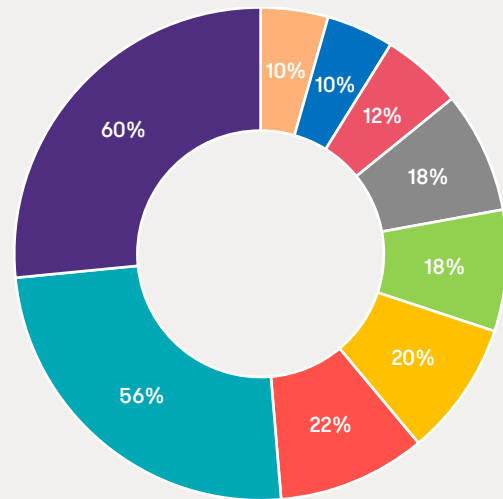
De fait, les entreprises n'ont, pour la majorité d'entre elles, pas recours à l'intelligence artificielle (**84%**) dans leur programme anticorruption, et les utilisations qui en sont faites restent globalement à un niveau basique.



4. Les obstacles à la digitalisation

4. Les obstacles à la digitalisation

Quels sont les principaux défis que vous rencontrez dans la digitalisation de votre conformité anticorruption ?*



- Sécurité des outils insuffisante / inadaptée
- Manque de compétences
- Outils marché inadaptés
- Gestion de la confidentialité des données
- Manque de ressources disponibles
- Onboarding tardif des équipes IT
- Résistance au changement
- Autre
- Manque de budget



Les principaux obstacles à la digitalisation rencontrés par les participants sont le manque de ressources disponibles (**60%**) et le manque de budget (**56%**).

Il est toutefois intéressant de noter, et cela semble parfaitement compréhensible et légitime, que la question de la confidentialité des données vient juste derrière ces deux premiers critères, à hauteur de **22%**. On peut d'ailleurs imaginer que c'est un frein significatif pour les projets d'intelligence artificielle.

La digitalisation est un projet de longue haleine, qui nécessite un engagement du *top management*, du temps et de la compétence en interne et/ou externe.

*Cette question était à choix multiple.

Synthèse

Les résultats de cette enquête montrent que la digitalisation des dispositifs anticorruption est un sujet à enjeu important pour les entreprises. Elles y voient notamment le moyen d'améliorer l'efficacité et la performance de leur processus.

Cependant, les obstacles qu'elles rencontrent empêchent ou du moins freinent la mise en œuvre de cette digitalisation. À l'aide d'outils et de solutions développés par des éditeurs de logiciels mais également d'initiatives internes, les entreprises parviennent à mettre un premier pied dans le processus de digitalisation des dispositifs anticorruption. Toutefois, souvent par manque de budget, de temps, de ressources, mais aussi face à la complexité des nouveaux outils qu'il faut apprivoiser, les fonctions Conformité adoptent une démarche encore timide.

Afin de parvenir à une digitalisation plus efficiente des processus anticorruption, les entreprises devront continuer les efforts entrepris.

Quatre préconisations pour la feuille de route 2024

1. Evaluer vos besoins : identifier les processus où la digitalisation peut avoir le plus d'impact par un diagnostic du niveau de « digitalisabilité » des processus.
2. Explorer les outils et découvrir le champ des possibles offerts par les outils de « LegalTech » et l'intelligence artificielle, notamment par une approche agile basée sur des POC, en évitant tout *Big Bang*.
3. Obtenir l'adhésion et l'impulsion de la direction générale en amont et tout au long du projet : le fameux prérequis du *tone at the top* !
4. Prendre en compte pour la constitution des budgets, les retours sur investissements apportés par la digitalisation afin de prendre en compte le coût « net » des solutions.

Grant Thornton France

Grant Thornton, groupe *leader* **d'Audit et de Conseil**, rassemble en France :



2 700

collaborateurs



150

associés



24

bureaux

En se positionnant sur 6 métiers :



Audit,



Expertise Conseil,



Conseil Financier,



Conseil Opérationnel et *Outsourcing*,



Conseil Juridique et Fiscal,



Transformation Durable.

Grant Thornton accompagne les entreprises dynamiques (sociétés cotées, entreprises publiques et privées) pour leur permettre de se développer durablement, grâce à l'intervention d'associés disponibles et impliqués, épaulés par des équipes délivrant une expertise à très haute valeur ajoutée.

Les membres de Grant Thornton International constituent l'une des principales organisations d'Audit et de Conseil à travers le monde. Chaque membre du réseau est indépendant aux plans financier, juridique et managérial.

Le Conseil Opérationnel de Grant Thornton regroupe plus de 150 consultants spécialisés dans la gestion des risques, l'accompagnement à la transformation des organisations (Finance, Achats, DSI et RH) en s'appuyant sur la technologie (*data* et *smart automation*) comme vecteur de transformation.

L'activité de notre département *Business Risk Services & Forensic* vise à accompagner les fonctions *Risk & Control* dans l'ensemble de leurs besoins et attentes tout au long de la gestion de leurs risques : de la prévention à la remédiation.



Présentation en bref



A propos d'EQS Group

EXPÉRIENCE

Date de création

2000

à Munich



TRANSPARENCE

En tant qu'entreprise RegTech, nous sommes convaincus que la transparence et la confiance sont des facteurs clés de succès.



SECURITÉ

Le traitement et le stockage de données sensibles et confidentielles ont toujours fait partie intégrante d'EQS Group



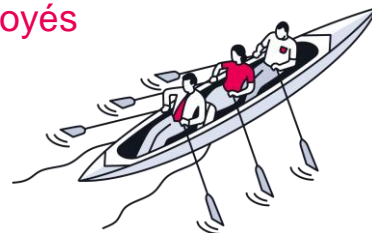
LE CLIENT AU CENTRE

Une vision globale pour des actions locales

500+

employés

14 Bureaux dans le monde dont Paris



INNOVATION

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de solutions logicielles dans le cloud, spécialisées dans les domaines de la conformité, des relations investisseurs et de l'ESG.



8000

clients à travers le monde et tous secteurs confondus

A propos d'EQS Group

EQS Group est un leader mondial de solutions logicielles conçues pour aider les entreprises à se conformer aux réglementations et aux lois en constante évolution comme les lois Sapin 2, Devoir de Vigilance et Wasserman.

EQS Group propose une plateforme SaaS, « EQS Compliance COCKPIT », qui permet de piloter de façon optimale les activités de compliance. En regroupant plusieurs modules essentiels dans un seul espace, notre plateforme facilite le recueil et le traitement des alertes, les déclarations et approbations des cadeaux, invitations et conflits d'intérêts ainsi que la gestion des politiques et des procédures internes. De plus, un module dédié à la gestion des risques permet de remplir les obligations de vigilance tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Avec EQS Compliance COCKPIT, les directions juridiques et compliance simplifient la conformité, gagnent en efficacité et réduisent les coûts via l'automatisation tout en mesurant l'impact de leurs programmes de conformité.

Pour en savoir plus, visitez notre site www.eqs.com



www.grantthornton.fr



Grant Thornton France



Grant Thornton France

C.C.L.A.I.R.E

Piliers d'une stratégie ambitieuse, la réaffirmation de nos valeurs s'inscrit dans un schéma mondial : Courage, Collaboration, Leadership, Agilité, Intégrité, Respect, Excellence.

Membre français de Grant Thornton International Ltd. Société Anonyme d'Expertise-Comptable et de Statutory audit inscrite au tableau de l'Ordre de la région Paris-Ile de France et membre de la Compagnie régionale de Paris.

RCS Paris B 632 013 843 •TVA intracommunautaire FR 01 632 013 843 - APE 6920Z
•Siège social : 29 Rue du Pont 92600 Neuilly sur Seine

